

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION



COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2016-2017 :
 - a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimés;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total et les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final)
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total et les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017 en indiquant pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 13.** Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec,
 - II. à l'extérieur du Québec.
- 14.** Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.**
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .

- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
 - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

- 16.**
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18.** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
- 20.** Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;

- e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
- 22.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2017-2018.
- 23.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2017-2018;
 - c) par catégorie d'âge.
- 24.** Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
- 25.** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
- 26.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure ;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 27.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.
- 28.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 29.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);

- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
- 30. Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
 - a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
- 31. Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
- 32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
- 33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
 - e) l'objet
 - f) les dates
- 34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
- 37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques.
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2016-2017 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Rencontre du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA) –
Vancouver du 7 au 10 juin 2016

Rencontre des membres du CCDA et les représentants du Secrétariat du Programme
Sceau rouge.

Coût = 2,300\$ (Avion, stationnement, hôtel, taxis et repas)

Philippe Gagnon – Chef de section - Direction de la formation

Rencontre au Collège des métiers de l'Ontario (Ontario College of Trades) –
Toronto le 15 novembre 2016

Rencontre de John Poirier Manager – Standards, Evaluations & Assesments, des
membres de son équipe ainsi que deux Directeurs.

Coût = 800\$ (Avion, stationnement et repas) (2 personnes)

Philippe Gagnon – Chef de section - Direction de la formation professionnelle

Jonathan Bélair – Chef de section – Direction de la formation professionnelle

Rencontre du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA) – Ottawa
du 22 au 24 novembre 2016

Rencontre des membres du CCDA et les représentants du Secrétariat du Programme
Sceau rouge.

Coût = 760\$ (frais de déplacement voiture, de stationnement, d'hébergement et repas)

Philippe Gagnon – Chef de section - Direction de la formation professionnelle

Rencontre de travail du groupe sur la mobilité des apprentis - Toronto du 25 au 27
septembre 2016

Rencontre des représentants de système de qualification de chaque province et territoire
du Canada.

Coût = 431.18 \$ (Train-Hôtel-Repas)

Jonathan Bélair – Chef de section – Direction de la formation professionnelle

Rencontre ACCP – Association canadienne des chefs de police – Ottawa – 15 août
2016

Exposition et présentation de divers systèmes informatiques appropriés aux
organisations d'application de la loi

Coût = 247.08\$ (frais de déplacement voiture et stationnement)

Jean-Guy Gagnon – Vice-président aux opérations
Éric Maltais – Chef de section – Direction soutien aux opérations

Rencontre MTCU – Ministry of training, colleges and Universities - Ontario – 1^{er}
avril 2016

Métiers et occupations : Québec versus Ontario

Coût = 38,80 \$

Jean-Yves Leduc – agent de liaison – Bureau régional de l’Outaouais

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Sans objet pour l'année 2016 – aucun déplacement avion ou hélicoptère n'a été effectué.

NOTE : l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 par. 17)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : MARS 2017

RG-2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions 2017-2018
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2016	Détails
ACQ – éditions	500,00 \$	Répertoire membre 2017
ACQ – Montérégie	5 360,00 \$	Publicité et placement médias Bâtisseurs Montérégie (contrat négocié)
ACQ - Région Montréal	9 001,50 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 3 parutions (contrat négocié)
Agence Dialekta	31 780,84 \$	Publicité (campagne Web scrutin) 2016
APCHQ - Région Montréal	7 267,50 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - 1 page couleur - 2 parutions (contrat négocié)
Beesum communications	1 499,00 \$	Espace publicitaire. Bottin téléphonique Cri, Baie-James 2017
Campement Mista	2 425,00 \$	Publicité Le Nord-Côtier
CEGQ	2 600,00 \$	Publicité magazine 2016
Centre local d'emploi (Gaspésie)	595,00 \$	Publicité Le Transgaspésien
Centre local d'emploi (Iles de la Madeleine)	180,00 \$	Publicité Le Radar
Centre local d'emploi (Baie-James)	1 854,00 \$	Publicité La Sentinelle
Centre local d'emploi (St-Georges)	2 184,00 \$	Publicité Hebdo régional de Beauce
Centre local d'emploi (Drummondville)	5 872,00 \$	Publicité L'Express de Drummondville
Centre local d'emploi (Victoriaville)	5 096,00 \$	Publicité La Nouvelle Union
Centre local d'emploi (Havre St-Pierre)	2 425,00 \$	Publicité Le Nord-Côtier
CMEQ	4 000,00 \$	Publicité Informel – 2016 – 6 parutions (contrat négocié)
CMMTQ	7 260,00 \$	1 page couleur – Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) – 3 parutions (contrat négocié)
CSP Média	8 100,00 \$	Publicité Électricité Québec – 3 parutions (contrat négocié)
CSPQ Centre de services partagés du Québec	17 800,70 \$	Hebdo régional et radio Côte-Nord (contrat négocié)
Fédération québécoise des municipalités	6 992,15 \$	Publicité 2016

Fournisseur	Publicité 2016	Détails
Gordon Group	3 559,50 \$	Publicité dans le Magazine Option Carrières (contrat négocié)
Groupe TVA	19 037,00 \$	Mixité en chantier 2016
Indiana marketing	4 587,50 \$	½ page couleur dans le répertoire 2016 de la communauté autochtone (contrat négocié)
JBC Média	7 920,00 \$	Publicité dans magazine Champions de la construction
Le Soleil	5 042,80 \$	Publicité (contrat négocié)
Les Évadés	80 000,00 \$	Publicité Fiers & Compétents 2015-2016
Magazine Constras	5 505,00 \$	Le Journal de l’Habitation – Magazine Constras (contrat négocié)
Magazine Formes	12 000,00 \$	Publicité 1 page dans le magazine Formes – 3 parutions (contrat négocié)
Météo Média	14 659,32 \$	Publicité Campagne mixité 2016
Pages Jaunes	12 163,56 \$	Publicité 2016
Pages Jaunes (blanches & mobiles)	1 167,25 \$	Publicité 2016 dans Pages blanches et mobiles
Presse canadienne	12 540,00 \$	Guide choisir secondaire et collégial édition 2017 et Palmarès des carrières 2017 (contrat négocié)
Publicité sauvage	1 864,75 \$	Campagne mixité en chantier 2016
QMI (JdeM et JdQ)	35 000,00 \$	Campagne mixité en chantier 2016
RECQ	977,25 \$	Annuaire 2016 (contrat négocié)
Septembre éditeur	6 467,34 \$	Publicité et placement média-métiers de la construction (contrat négocié)
Solutions d’affaires 411	459,85 \$	Annonce dans www.affaires411.ca, Annuaire en ligne (contrat négocié)
TC Média Les Affaires	11 151,42 \$	Journal Les Affaires
TC Média Journal en Santé	24 673,64 \$	Journal En santé
TC Médias Les Leaders de la const.	3 500,00 \$	Annonce 1 page dans le journal Les leaders de la construction (contrat négocié)
TC Médias Voir Vert	1 666,72 \$	Publicité Voir Vert
TC Médias Ventes nationales (manic)	1 945,38 \$	Publicité Manic
TC Médias Portail constructo	4 000,00 \$	Publicité Portail constructo
TC Médias Journal constructo	5 700,00 \$	Publicité Journal constructo
Via Bitume	1 795,61 \$	Publicité magazine Via Bitume

Fournisseur	Commandite 2016	Détails
ACQ – Provincial	15 000,00 \$	Partenaire Congrès 2016
ACRGTO	10 500,00 \$	Partenaire Congrès annuel 2016
APCHQ	2 000,00 \$	Commandite Sommet construction 2016
APCHQ – Montréal	11 706,00 \$	Partenaire 55 ^e congrès 2016
APECQ – Elles de la construction	5 000,00 \$	Partenaire de Elles reconnaissent
AQISEP	8 000,00 \$	Colloque sur l’approche orientante 2017
AQISEP	4 000,00 \$	Partenariat Congrès 2016-2017

Fournisseur	Commandite 2016	Détails
Association des retraités de la CCQ	2 000,00 \$	Soutien financier pour 2016
CEGQ	5 297,00 \$	Partenariat 19 ^e congrès annuel CEGQ
Centre Polymétier	500,00 \$	Deux bourses Excellence, étudiants en charpenterie Rouyn-Noranda.
Club social l’Amical (CCQ)	4 000,00 \$	Soutien financier pour les activités 2015-2016
CMEQ	12 000,00 \$	Commandite OR, 66 ^e congrès
CMMTQ	15 000,00 \$	66 ^e Anniversaire de la CMMTQ + Gala Maestria
Commission scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup	350,00 \$	Bourses étudiantes 2016
Concours Chapeau les filles!	4 000,00 \$	Participation au concours Chapeau, les filles! 2016-2017 Octroi de 2 prix de 2 000 \$ par année
OFE (option femmes-emploi)	10 000,00 \$	3 ^e contribution pour le projet mobilisation « intégration des femmes dans l’industrie de la construction »

NOTE : Toutes les commandites ont été octroyées de gré à gré par contrats négociés, selon les besoins communicationnels de la CCQ.

Nom du fournisseur	Type de service pour 2016	Total
Publicité JL articles promotionnels	Articles promotionnels	3 511,78 \$
Mao marketing	Articles promotionnels	22 934,23 \$

NOTE : les articles promotionnels sont destinés aux activités telles que les salons Éducation et emploi, les Olympiades, les écoles primaires et secondaires, les congrès des conseillers en orientation et des enseignants.

Communiqués de presse en 2016	
CNW Telbec	7 702,19 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d l’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2016-2017 en les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement.

Un seul événement de presse :

- Lancement de la campagne « la mixité en chantier » dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF), le 13 décembre 2016
 - Conférence de presse
 - Présence de femmes de métier
 - Présence de femmes en formation
 - Promotion de l'événement (capsule vidéo)
 - Dévoilement de la stratégie de promotion
- La plupart des efforts requis ont été assumés par les ressources permanentes de la direction des communications.

Total des coûts : 2 707,66 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

2016 : Aucune formation en communication

NOTE : l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 par. 22 et 23)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Aucune dépense en formation de communication pour 2016.

NOTE : l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 par. 22 et 23)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 et en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

La *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca](https://www.seao.ca).

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* ;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les dix dernières années.

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2016
Dépôt direct assurance	Mise en place d'un service de dépôt direct pour les déboursés d'assurance maladie et salaires.	Complété	728 550\$
Programme d'accès à l'égalité des femmes – mesures réglementaires	Mise en place de nouvelles mesures réglementaires pour accroître la présence des femmes sur les chantiers	Complété	485 147\$
Nouvelle réglementation - le Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction	Mise en place de la nouvelle réglementation à l'égard de la gestion du fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction	Complété	808 004\$
Scrutin Syndical	Planification, coordination et exécution de la tenue du scrutin syndical de 2016	Complété	208 288\$
Gestion des livraisons et des environnements des applications	Mettre en place des environnements technologiques, des outils informatiques et des processus afin de rendre plus efficace la livraison, l'exploitation, le maintien et l'évolution des applications de la CCQ.	En cours	259 885\$

Mercure 1.5	Mise en place d'un rapport d'inspection de chantier informatisé accessible directement sur la tablette des inspecteurs	Complété	101 755\$
Dépôt direct congé payé	Mise en place d'un service de dépôt direct pour les déboursés de congé payé de l'industrie.	En cours	245 008\$
Plan de relève TI	Mise en place d'un plan de relève technologique des systèmes critiques de la CCQ	En cours	375 411\$
Plate-forme élévatrice	Mise en place des améliorations et fonctionnalités requises permettant la délivrance d'un certificat de compétence-compagnon limité à l'installation de plateformes élévatrices pour personnes à mobilité restreinte aux travailleurs qualifiés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	Complété	105 572\$

Les coûts représentent les efforts effectués par les TI

*La Commission de la construction du Québec n’est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec,
 - II. à l'extérieur du Québec.

Direction générale de la CCQ 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

Remboursement de frais de transport	3446.52 \$
Remboursement des frais d'hébergement	270.00 \$
Remboursement des frais de repas	977.82 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : Mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

- Le nombre de téléphones cellulaires, "Blackberry", iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés : 357
- Le nombre de téléavertisseurs utilisés : 0
- Les coûts d'acquisition des appareils (contrat de 2 ans)
 - Blackberry : 0 \$
 - Iphone : 0 \$
 - Cellulaires : 0 \$.
- Le coût d'utilisation des appareils; (contrat de 3 ans)
 - Blackberry : 44,00 \$/Mois
 - Iphone : 33.90 \$/Mois
 - Cellulaire : 20,00 \$/Mois
- Le nom du fournisseur : BELL Mobilité et Rogers ou Telus via le CSPQ
- Le nombre de minutes utilisées pour la période 2016 : 627 188 minutes d'utilisation
- Le nombre d'ordinateurs portables, le nombre de de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) : 513
- le coût des frais d'itinérance : 867.41 \$
- les coûts de résiliation, s'il y a lieu : 0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, par. 25).

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
 - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres,

professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

(Voir en annexe l’extrait du *Rapport annuel de gestion 2016* de la CCQ)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : Mars 2017

Répartition des effectifs permanents au 31 décembre 2016

EFFECTIFS 2016	ACTIFS
Direction générale	14
Direction générale	2
Bureau des plaintes	2
Transformation organisationnelle et bureau de projets	5
Vérification interne	5
Vice-présidence – Ressources humaines	21
Vice-présidence au service à la clientèle et au développement	120
VP	2
Recherche et documentation	10
Communications	11
Service à la clientèle	13
Centre d’appels – Montréal	36
Centre d’appels – Québec	37
Unité performance organisationnelle et planification stratégique	5
Unité diversité de la main-d’œuvre et développement	6
Vice-présidence aux Opérations	425
VP	6
Enquêtes	29
Soutien aux opérations	21
Montréal	72
Montréal – Rive-Sud	46
Montréal – Rive-Nord	56
Abitibi-Témiscamingue	11
Mauricie-Bois-Francis	16
Outaouais	16
Québec	41
Saguenay – Lac Saint-Jean	17
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	18
Estrie	15
Côte-Nord	12
Comptoirs régionaux	49
Vice-présidence aux services aux partenaires	224
VP	2
Formation professionnelle	56
Gestion de la main-d'œuvre	30
Avantages sociaux	136
Vice-présidence aux finances et aux ressources	78
VP	2
Ressources financières	57
Ressources matérielles	19
Vice-présidence des technologies de l’information	94
Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général	34
VP	3
Application des conventions collectives	9
Services juridiques	22
TOTAL	1 010

Indicateurs de gestion des ressources humaines au 31 décembre 2016

Indicateur		2016
Ressources humaines		
Répartition des effectifs par type et par catégorie d'emploi au 31 décembre	– Permanents	1 010
	– Temporaires	46
	– Cadres et membres de la direction	120 12 %
	– Professionnels non syndiqués	70 7 %
	– Professionnels syndiqués	142 14 %
	– Personnel administratif	678 67 %
	– Hommes	303 30 %
	– Femmes	707 70 %
Répartition des effectifs par groupe d'âge au 31 décembre	– Moins de 20 ans	0 0 %
	– 20-29 ans	46 5 %
	– 30-39 ans	342 34 %
	– 40-49 ans	306 30 %
	– 50-59 ans	284 28 %
	– plus de 60 ans	32 3 %
Taux de roulement	Nombre de départs volontaires / Nombre de postes permanents au 31 décembre	3,07 % (départs volontaires)
		5,94 % (départs volontaires inclus retraites)
	Nombre d'embauche de nouvelles ressources	29 permanents + 42 temporaires = 71
	Nombre de congédiement pour actes frauduleux	0
Formation	Investissement en matière de formation par rapport à la masse salariale (en %)	2.4%
Nombre de jours de formation (7 heures par jour)	Formation globale	4 540
Ressources budgétaires et financières		
Dépenses pour la formation et le développement du personnel	– Dépenses totales en formation par employé	1649 \$
	– Dépenses de formation interne par employé	916 \$

Mouvement de personnel et taux de roulement

La CCQ a embauché 71 nouveaux employés en 2016 et a enregistré 272 mouvements de personnel à l’interne afin de pourvoir des postes laissés vacants en raison de promotions, de départs, de retraites, de maladies de longue durée et de congés de maternité, et combler ceux liés à l’aide gouvernementale.

Quant au taux de roulement qui évalue le nombre de départs volontaires par rapport au nombre de postes permanents, il était de 3,07 % en 2016, comparativement à un taux de 1,86 % en 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

<div><div>a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.</div><div>b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent <i>Plan de gestion des ressources humaines</i>;</div><div>c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.</div><div>d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</div></div>

<div>Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la <i>Loi sur la fonction publique</i></div>
--

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir document en annexe (2017-2018)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, par. 27).

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : 7 mars 2017

Commission de la construction du Québec
Étude des crédits 2017-2018
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

RÉSUMÉ BAUX 2017-2018 CCQ					
Emplacement	Propriétaire	Durée du bail	Superficie Totale*	Loyer annuel	Aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 ^{er} février 2016 au 31 janvier 2021	399,9 m ²	Loyer annuel : 90 491\$ /an 226\$ /m ²	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 ^{er} septembre 2016 au 31 août 2021	415,6 m ²	Loyer annuel : 89 198\$/an 215 /m ²	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2022 (en négociation)	518,2 m ²	Loyer annuel 103 918\$/an 201\$ /m ²	0 \$
Montréal 1611 Crémazie	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 ans du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021	1 217.2 m ²	Loyer annuel : 397 253\$/an 326\$ /m ²	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 ^{er} juin 2016 au 31 mai 2021	451 m ²	Loyer annuel : 118 753\$/an 263\$ /m ²	0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 ^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2019	451 m ²	Loyer annuel : 84 217\$/an 187\$ /m ²	0 \$

- La superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2016, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : 7 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de budget discrétionnaire.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2017-2018.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2017-2018;
- c) par catégorie d'âge.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :
a) coût de chacun;
b) le fournisseur ;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Liste des abonnements à des documents en version imprimée

Titre / ISSN / Publication			
N° abonnement	Date de début	Date de fin	Fournisseur
	Exemplaires	Prix payé	
Accès à l'information : loi annotée : jurisprudence, analyse et commentaires / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais			
196023	01/01/2017	31/12/2017	Éditions Yvon Blais
	2	233.20 \$	
L'actualité. -- / 03838714 / Montréal : Maclean-Hunter, 1976-			
195255	01/09/2016	01/08/2017	L'Actualité
	1	44.79 \$	
Les affaires. -- / 02293404 / Montréal : [Publications Les Affaires, 1981]-			
195554	03/12/2016	03/12/2018	Médias Transcontinental
	7	482.51 \$	
Benefits and pensions monitor. -- / 11910763 / North York, Ont. : Powershift Communications inc., 1991-			
195090	01/05/2016	29/04/2017	PowerShift Communications Inc. c/o D.B. McKerchar
	1	162.75 \$	
Benefits Canada. -- / 07037732 / Toronto : Maclean-Hunter, 1977-			
195351	16/10/2016	15/10/2017	Benefits Canada
	1	127.62 \$	
Les cahiers de droit. -- / 0007974X / Québec : Université Laval, Faculté de droit, 1954-			
196114	01/01/2017	31/12/2017	Université Laval Service des finances
	1	183.96 \$	
Canadian construction labour and employment law / Stephen A. McArthur ... [et al.]. -- / Markham, Ont. : LexisNexis Canada, 1997-			
195094	01/04/2016	30/03/2017	LexisNexis
	1	1,445.97 \$	
Code civil Québec = Québec Civil Code			
195899	31/12/2016	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée

	9	675.00 \$	
Code criminel : L.R.C. (1985), ch. C-46 et lois connexes = Criminal code : R.S.C., 1985, c. C-46 and related statutes / textes préparés par Le Centre de documentation juridique du Québec. -- / Montréal : Wilson & LaFleur, c1990- .			
195902	01/01/2017	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée
	2	150.00 \$	
Code de procédure civile du Québec			
195900	31/12/2016	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée
	8	600.00 \$	
Code de procédure pénale annoté et jurisprudence / réalisation de la table alphabétique et analytique du Code et collaboration au service de mise à jour, Me Jean-François Bouvette ; supervision et coordination, Directeur de la recherche et du développement. -- / Farnham, Québec : Éditions juridiques FD, 1994-			
195964	01/12/2016	30/11/2017	Éditions FD juridiques
	1	131.25 \$	
Le congédiement en droit québécois : en matière de contrat individuel de travail / Georges Audet, Robert Bonhomme, Clément Gascon ; avec la participation additionnelle de Chantal Lamarche, Laurent Lesage. -- / Cowansville, Québec : Y. Blais, c1991- .			
195402	01/04/2016	31/03/2017	Éditions Yvon Blais
	1	388.65 \$	
Constructo. -- / 1711005X 00472115 / Saint-Laurent, Québec : Groupe Constructo, 2001-			
195841	04/01/2017	04/01/2018	Groupe Constructo
	2	1,206.42 \$	
Contrats des organismes publics québécois / Comité de rédaction, Pierre Giroux ... [et al.]. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, 1988-			
195407	01/10/2016	01/10/2017	Wolters Kluwer Québec Ltée
	1	1,518.30 \$	
Le contrôle judiciaire de l'action gouvernementale / Comité de rédaction, Denis Lemieux et les rédacteurs des Publications CCH/FM Ltée. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, c1986-			
196172	01/04/2017	31/03/2018	CCH Canadian Limited
	1	1,477.35 \$	
Le Devoir. -- / 03190722 / Montréal : Populaire, 1910-			
196174	03/02/2017	03/02/2018	Le Devoir
	1	298.90 \$	
Le droit transitoire : sources annotées / Cowansville (Québec) Éditions Yvon Blais inc., 1994-			
194874	01/04/2016	31/03/2017	Éditions Yvon Blais
	1	90.25 \$	
Frais de justice : législation annotée / Marc Léger. -- / Montréal : Éditions Yvon Blais, c2016-			
195048	01/04/2016	30/03/2017	Éditions Yvon Blais
	1	301.50 \$	
La gestion des accidents du travail au Québec : guide de l'employeur. -- / Toronto, Ontario : Carswell, 1992-			
196005	01/01/2017	31/12/2017	Éditions Yvon Blais
	1	106.10 \$	
Gestion : revue internationale de gestion. -- / 07010028 / Laval, Québec : La Revue, 1976-			
195158	01/08/2016	01/08/2017	Revue Gestion Ecole des Hautes Etudes Commerciales
	2	89.68 \$	

Innuvelle : la voix des premières nations. -- / 1480638X / Sept-Îles [Québec] : Radio Kushapetsheken Apitumiss Uashat Inc., 1998-			
194938	01/03/2016	01/03/2017	Innuvelle
	1	97.72 \$	
Le Journal de Montréal. -- / 08395179 / Montréal : Société de publication du Journal de Montréal, 1964-			
196113	12/01/2017	16/01/2018	Journal de Montréal
	1	263.06 \$	
Lois du Québec. -- / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1978-			
195370	01/01/2016	31/12/2016	Publications du Québec
	1	315.00 \$	
Lois du travail = Labour laws / Montréal : Wilson & Lafleur Ltée			
195901	01/01/2017	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée
	2	150.00 \$	
Manuel de paie canadien / Groupe de conseillers en paie de Carswell, Annie Chong ... [et al.] ; rédactrices-paie, Sheila Brawn, Kim Burgess. / Scarborough, Ont. : Thomson Carswell, 1995-			
195251	01/08/2016	01/08/2017	Carswell
	1	975.37 \$	
Marshall valuation service / Marshall and Swift Publication Company. -- / Los Angeles : Marshall & Swift, 2010?-			
195241	01/09/2016	30/08/2017	Marshall & Swift
	1	638.20 \$	
Normes : ouvrages routiers / [préparé par le Ministère des transports]. -- / Québec : Publications du Québec, 1992-			
195676	01/11/2016	01/11/2017	Centre de services partagés du Québec
	1	55.23 \$	
The Northern miner. -- / 00293164 / Toronto : Northern Miner Press, 1915-			
195698	01/12/2016	01/12/2017	Northern Miner
	1	118.65 \$	
Premières Nations. -- / 19189516 / Mashteuiatsh, Québec : Pierre Gill, [2009?]-			
195010	01/04/2016	01/04/2017	Pierre Gill
	1	36.79 \$	
Relations de travail / Équipe de rédaction, Me Jean-Yves Brière avec la collaboration de Me Jean-Pierre Villaggi et les rédacteurs des Publications CCH Ltée. -- / Brossard, Québec : Publications CCH Ltée.			
195159	01/06/2016	01/05/2017	Lexis Nexis Canada
	1	1,724.29 \$	
Relations industrielles = Industrial relations. -- / 0034379X / Québec : Département des relations industrielles, 1950-			
195887	01/01/2017	31/12/2017	Département des relations industrielles Université Laval
	1	188.56 \$	
Residential cost handbook / Marshall and Swift Publication Company. -- / Los Angeles : Marshall & Swift, 1993-.			
195242	01/09/2016	30/08/2017	Marshall & Swift
	1	349.95 \$	
Revue d'arbitrage et de médiation = Journal of arbitration and mediation. -- / 19236794 / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais ; Toronto : Carswell, [2010]-			
195352	15/07/2016	15/07/2017	Éditions Yvon Blais
	2	374.82 \$	
La revue du barreau. -- / 0383669X / Montréal : Barreau du Québec, 1969-			

195427	06/10/2016	06/10/2017	Éditions Yvon Blais
	1	160.97 \$	
Revue générale de droit. -- / 00353086 / Ottawa : Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1970-			
196347	01/01/2017	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée
	1	86.23 \$	
Revue juridique Thémis. -- / 05567963 / Montréal : Éditions Thémis, 1970-			
195958	01/01/2017	31/12/2017	Éditions Thémis Université de Montréal Faculté de droit
	1	57.49 \$	
Santé et sécurité au travail / Murielle Drapeau, Richard Mailhot et les rédacteurs des Publications CCH Ltée.. -- / Farnham : Publications CCH/FM Ltée, 1982-			
196030	01/01/2017	31/12/2017	LexisNexis
	1	1,784.98 \$	
La société par actions au Québec / Paul Martel. -- / Montréal : Éditions Wilson & Lafleur, Martel, c2011-			
195903	01/01/2017	31/12/2017	Wilson & Lafleur Ltée
	1	640.00 \$	
Tableau des modifications et index sommaire des Règlements refondus du Québec du -- / 0714749X / [Québec] : Éditeur officiel du Québec, 1985-			
195359	01/04/2016	01/04/2017	Publications du Québec
	1	73.50 \$	
Training. -- / 00955892 / New York : Gellert, 1974-			
195655	01/01/2017	31/12/2017	EBSCO Canada Ltd
	2	303.44 \$	
Travail et santé. -- / 08290369 / Napierville, [Québec] : Groupe de communications Sansectra, 1985-			
196048	01/03/2017	01/12/2018	Groupe de communications Sansectra
	2	144.88 \$	
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législation annotées / Madeleine Lemieux. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2002-			
196006	01/01/2017	31/12/2017	Éditions Yvon Blais
	1	171.20 \$	

Liste des abonnements à des documents en version électronique

Titre / ISSN / Publication			
N° abonnement	Date de début	Date de fin	Fournisseur
	Exemplaires	Prix payé	
Les affaires [ressource électronique]. -- / Montréal : [Publications Les Affaires]			
195145	01/06/2016	01/06/2017	Zinio.com
	1	65.97 \$	
Alter ego [ressource électronique] : code de procédure civile du Québec en ligne. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 200?-			
195172	01/06/2016	31/05/2017	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
	1	919.80 \$	
Bureau du surintendant des faillites [ressource électronique]. -- / Ottawa, Ont. : BSF, 2012.			
194761	01/04/2016	31/03/2017	Bureau du surintendant des faillites
	1	1,168.00 \$	

Citation : travaille pour vous [ressource électronique]. -- / Québec, Québec : Novaxis solutions, 200?-			
195261	01/08/2016	31/07/2017	NOVAXIS
	1	914.05 \$	
Le Catalogue.ca : la référence des coûts de la rénovation et construction [ressource électronique]. - - / Montréal : les Services informatisés, 200?-			
194983	27/05/2016	27/05/2017	Services Automatisés
	1	454.15 \$	
Le courrier parlementaire [ressource électronique] : journal indépendant sur l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec / Denis Massicotte, éditeur, Jean Plourde, journaliste. -- / Québec : Courrier parlementaire, [1999]-			
195925	01/01/2017	31/12/2017	Le Courrier Parlementaire a/s Les Publications Mass-Media
	1	2,242.01 \$	
Le droit immobilier [ressource électronique]. -- / Charlesbourg, Québec : GDL crédit ressources Québec, 201?-			
195136	10/07/2016	09/07/2017	GDL crédit ressources Québec
	1	650.00 \$	
Le Droit sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 2010-			
194931	01/03/2016	01/03/2017	Le Droit
	1	4.30 \$	
Early Canadiana Online [ressource électronique] = Notre mémoire en ligne. -- / Ottawa : Canadiana.org, [1997]-			
196188	30/01/2017	01/03/2017	Canadiana.org
	1	10.00 \$	
The Economist [ressource électronique]. -- / Londres: Economist Group, 2008-			
194920	08/04/2016	08/04/2017	Zinio.com
	1	151.75 \$	
Encyclopædia Universalis [ressource électronique]. -- / [Paris] : Encyclopaedia Universalis France, S.A., [2002]-			
195185	03/05/2016	03/05/2017	Encyclopaedia Universalis
	1	73.64 \$	
L'express [ressource électronique]. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, c2013-			
196074	01/01/2017	31/12/2017	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
	1	500.00 \$	
Le failli [ressource électronique]. -- / Charlesbourg, Québec : GDL crédit ressources Québec, 201?-			
195135	10/07/2016	09/07/2017	GDL crédit ressources Québec
	1	425.00 \$	
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information [ressource électronique] / de l'Association sur l'accès et la protection de l'information ; rédactrices pour l'AAPI, Diane Poitras et Mélanie Vincent. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2006-c2012.			
196073	17/01/2017	17/01/2018	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
	1	1,707.52 \$	
Juris.doc [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-			
194900	01/04/2016	31/03/2017	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
	1	7,171.72 \$	
Liste des permis émis [ressource électronique] / Ville de Québec. -- / Québec : Ville de Québec, [2016]-			

194949	01/03/2016	31/12/2016	Ville de Québec
	1	292.16 \$	
Plumitifs [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-			
194899	01/04/2016	31/03/2017	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
	1	21,528.00 \$	
La Presse sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 200?-			
194930	01/04/2016	31/03/2017	Éditions La Presse
	1	4.30 \$	
Quicklaw [ressource électronique]. -- / Montréal : LexisNexis Canda, [2006]-			
194932	01/04/2016	01/04/2017	LexisNexis
	2	2,926.15 \$	
La référence [ressource électronique]: inspirée par votre pratique. / Montréal : Yvon Blais, [201?].			
196091	01/12/2016	30/11/2017	Éditions Yvon Blais
	1	6,239.70 \$	
Registraire des entreprises [ressource électronique]. -- / [Québec] : Revenu Québec, [2014].			
194934	01/04/2016	31/03/2017	Régistraire des entreprises
	1	97.00 \$	
Le Registre foncier du Québec en ligne [ressource électronique] : aide à la consultation. -- / [Québec] : Ressources naturelles et faune Québec, [2006].			
194933	01/04/2016	31/03/2017	Registre foncier du Québec
	1	372.00 \$	
La Semaine commerciale [ressource électronique]. -- / Laval : Groupe Echo, 200?-			
195249	30/06/2016	30/06/2017	Groupe Echo
	1	373.67 \$	
Harvard business review [ressource électronique]. -- / Boston, MA : Harvard Business Publishing, 201?-			
195983	01/12/2016	01/12/2017	Zinio.com
	1	119.87 \$	

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense n'a été encourue pour 2016.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : 10 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :
Cossette créatif en 2013 et Ergonet/Sid Lee en en 2015
- c) Les coûts de construction du site : 32 700 \$ (en 2003)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 0\$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : Modernisation du site et mise à jour de l'environnement visuel : 40 210 \$ (en 2015)
- g) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidienne
- h) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2016* de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Sans objet.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE: mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information concernant la politique de financement des services publics sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2016* de la Commission de la construction du Québec. (CCQ)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement reçue par la Commission de la construction du Québec en 2016-2017.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement et de bonis.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l'année 2016 totalisent : 465 318 \$.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La CCQ a indexé toutes les échelles salariales de 1,5% au 1^{er} janvier 2016 et 1,75% au 1^{er} janvier 2017.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Les sommes dépensées pour les services juridiques sont pris à même du budget de fonctionnement de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

Les montants initiaux et finaux des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

RG-58

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2016 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges reliées aux effectifs	10 411 920 \$
Administration	222 058 \$
Entretien équipements et logiciels	1 921 364 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	969 187 \$
Autres frais	147 505 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 797 824 \$
TOTAL	18 469 858 \$

(1) donnée préliminaire – états financiers non finalisés

d) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : Mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.
- b) Les indemnités de retraite pour l'année 2016 s'élèvent à 395 793\$, soit 247 939 \$ pour les cadres, et 147 854 \$ pour les employés syndiqués.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération ;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2016* de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La CCQ n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

a) Du 1er janvier au 31 décembre 2016 : 84 819,30 \$

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association canadienne des chefs de police
Association des archivistes du Québec
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)
Association des MBA du Québec
Barreau du Québec
Institut canadien des actuaires
ISACA - CISA
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)
Ordre des ingénieurs du Québec
Ordre des psychologues du Québec
Project Management Institute (PMI)
Société québécoise de psychologie du travail et des organisations
Society of actuaries

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : 6 mars 2017